



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS
Novillars

15 janvier 2024

Macron a formé son quinze, jetons-nous dans la mêlée !

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d'heures non sérieusement remplacées » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de

200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meuran-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blandecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 7 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

Contre la loi raciste Darmanin, Ciotti, Le Pen : mobilisons-nous !

La loi Darmanin-Ciotti-Le Pen a été votée. Elle vise à attaquer les immigrés en les faisant passer pour des profiteurs et les responsables de la crise. S'en prendre aux plus démunis des travailleurs c'est s'en prendre à tous. La préférence nationale chère à Marine Le Pen est donc passée. Comme quoi voter Macron ce n'est pas faire barrage à l'extrême droite. La trahison de la gauche au gouvernement a démoralisé les travailleurs et elle porte aussi une responsabilité dans cette situation. Le seul barrage à ces idées abjectes c'est notre mobilisation.

Tous dans la rue le 21 janvier.

Pénurie de médecins

Les Magnolias et la PPA ont dû diminuer l'offre de soins c'est-à-dire geler des lits en raison de la pénurie de médecins. Ce sont donc les patients qui doivent attendre parfois des semaines avant d'être hospitalisés. Comme toujours, ce sont les plus démunis qui paient.

Des miettes

Nous sommes nombreux à avoir été déçus par la prime « vie chère ». Seuls les petits salaires l'ont touchée et cela ne compensera pas l'augmentation du prix de l'alimentation, du gaz... En réalité cette prime n'est faite que pour calmer la grogne dans les hôpitaux et faire croire que le gouvernement se soucie des agents hospitaliers.

Ce qu'il nous faut ce sont des vraies augmentations de salaire que seule notre mobilisation pourra obtenir.

À votre bon cœur !

Dans certains services hospitaliers, la somme allouée par la direction pour les repas des patients est de quatre euros par personne alors qu'elle demande elle-même plus de huit euros aux accompagnants qui désirent manger au CHS. Mais faire un repas pour quatre euros cela devient difficile étant donné le prix de la viande, du poisson...

Pas sûr qu'à l'Élysée le prix du repas soit le même.

Chiche

Quand on commence à en parler, c'est souvent qu'il y a un problème. La direction veut remettre en place le comité d'éthique disparu depuis des années. Si celui-ci est chargé de donner son avis sur la prise en charge des patients et le respect accordé aux professionnels, il va y avoir du pain sur la planche !

Les vœux du directeur

Comme tous les ans, le directeur va présenter ses

vœux et remettre une médaille à certains agents, accompagnée d'un petit chèque. Mais pour avoir le chèque, il est obligatoire d'aller à la cérémonie des vœux et de serrer la main du directeur.

Payer pour avoir un auditoire c'est petit !

Avec Catherine Vautrin, la « Manif pour tous » entre au ministère de la Santé

Catherine Vautrin, proche de Sarkozy et ministre sous Chirac, a été nommée ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités. Elle a manifesté et voté à l'époque contre le mariage homosexuel. Elle s'est aussi mobilisée, en 2017, contre une loi protégeant l'accès à l'avortement. Bref un florilège de positions réactionnaires, qui viennent s'ajouter à la politique d'austérité menée contre l'hôpital public depuis des années.

Elle sera assistée par une ministre tout spécialement « déléguée à la Santé », Agnès Pannier-Runacher, pourvue d'un CV tout aussi prometteur : ses faits d'armes dans la santé, c'est d'avoir travaillé à la direction de l'AP-HP pour mettre en place le « plan hôpital 2007 », l'un de ces plans réguliers qui orchestrent fermetures d'unités, suppressions d'emplois, et réductions des RTT.

Attal et Vautrin interpellés au CHU de Dijon

Quelques heures après l'annonce du nouveau gouvernement, Attal et Vautrin, la nouvelle ministre du Travail et de la Santé, sont allés parader à Dijon. Ils se sont payés le luxe de mentir éhontément : « Nous allons continuer à investir massivement pour l'hôpital »... Mais personne n'est dupe, à chaque fois le budget annoncé est bien en dessous des besoins les plus élémentaires. Au final, que sont-ils venus défendre ? La régulation aux urgences pour faire le tri des patients à l'entrée, le retour des soignants retraités au boulot tellement les services sont exsangues... Bref, accentuer la pénurie de tout à l'hôpital. Les soignants ne s'y trompent pas qui les ont accueillis aux cris de « L'hôpital est en train de mourir ! »

Seules les grèves pourront le réanimer.

De l'argent pour la santé, pas pour l'armée !

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a annoncé avoir passé commande à Dassault de 42 nouveaux exemplaires du Rafale pour les besoins de son Armée de l'air. Cette commande vient s'ajouter aux 165 déjà en activité, représente un « investissement de plus de cinq milliards d'euros ». Ces dernières années, le budget de l'armée a explosé au moment où le gouvernement s'en prenait aux retraites et aux demandeurs d'emploi et laissait se dégrader l'hôpital et l'école.